

## AVIS

### 1. Cotisations 2013 : Chambre des salariés

Le Centre commun de la sécurité sociale a l'honneur de vous informer que les cotisations en faveur de la Chambre des salariés viennent à échéance.

La retenue de la cotisation annuelle est à effectuer obligatoirement **par l'employeur** non seulement sur la rémunération mais également sur l'avance de **l'indemnité pécuniaire de maladie** pour tout salarié déclaré au Centre commun au **1<sup>er</sup> mars 2013**.

Toutefois, si à la date visée, le salarié est en congé parental à plein temps, la CNPF se chargera de la retenue à la place de l'employeur. Si la CNS paie l'indemnité pécuniaire directement au salarié pour le mois complet de mars 2013, elle se chargera également de la retenue à la place de l'employeur.

Les cotisations pour l'année 2013 sont fixées comme suit:

- 31 € pour tout salarié qui gagne un salaire mensuel brut de 300 € ou plus au mois de mars 2013,
- 10 € pour tout autre salarié.

Le Centre commun adressera fin mai 2013 à tout employeur, aux fins d'information et de réclamations éventuelles, le relevé des salariés déclarés au 1<sup>er</sup> mars 2013 avec indication de la cotisation respective.

Les cotisations pour la Chambre des salariés figureront sur l'extrait de compte qui sera adressé à l'employeur au mois de juillet 2013. Cet extrait de compte comprendra donc, outre les redevances mensuelles, également les cotisations dues à la Chambre des salariés.

### 2. Adaptation de la base de calcul des cotisations suite à l'augmentation du salaire social minimum du 1<sup>er</sup> janvier 2013

Suite au relèvement du salaire social minimum à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Centre commun effectue le calcul des cotisations minimales par rapport au salaire social minimum brut de 10,8335 € ce qui correspond à un salaire social minimum net horaire de 8,66 €.

#### **TAUX DE COTISATION AU 1.1.2013**

<b>Risque</b>	<b>Taux de cotisation</b>
Assurance maladie-maternité	5,60 %
Majoration pour prestation en espèce	0,50 %
Assurance pension	16,00 %
Assurance dépendance <sup>1</sup>	1,40 %
Assurance accident	1,10 %
Santé au travail	0,11 %
Impôt forfaitaire	10,00 %

<sup>(1)</sup> Un abattement correspondant à un quart du salaire social minimum est à prendre en considération pour fixer l'assiette cotisable en matière d'assurance dépendance (468,55 €). Cet abattement est proratisé en fonction du nombre d'heures déclarées par rapport à 173 heures, si la durée du travail au service d'un employeur est inférieure à 150 heures pour un mois de calendrier.